

Retraite Québec

Soutien aux enfants

Statistiques de l'année 2015



Rédaction et traitement informatique

Chantale Thibault

Mise en page

Nathalie Bilodeau

Coordination

Nathalie Madore

Production

Direction des communications

Date de parution

Juillet 2016

Il est possible d'obtenir, sur demande, d'autres données ne paraissant pas dans la présente publication. Ce document est disponible sur le site Web de Retraite Québec : www.retraitequebec.gouv.qc.ca.

Le contenu de cette publication peut être reproduit en tout ou en partie, à condition que la source soit mentionnée.

Pour tout renseignement, commentaire ou suggestion sur le contenu, s'adresser à :

Direction de la statistique et de l'analyse quantitative

Retraite Québec

Case postale 5200

Québec (Québec) G1K 7S9

statistiques@retraitequebec.gouv.qc.ca

Dépôt légal

3^e trimestre 2016

Bibliothèque et Archives nationales du Québec

ISBN

978-2-550-76127-3 (PDF)

© Retraite Québec, 2016

Avant-propos

Retraite Québec vous présente sa plus récente publication annuelle sur le Soutien aux enfants : *Soutien aux enfants – Statistiques de l'année 2015*. La publication se divise en quatre parties. La première trace l'évolution historique des programmes d'aide aux familles depuis l'implantation du premier programme en 1961 jusqu'au crédit d'impôt remboursable pour le soutien aux enfants (CIRSE), qu'on appelle maintenant Soutien aux enfants. Les deux suivantes dressent respectivement le portrait des bénéficiaires du paiement de Soutien aux enfants (PSE) et du supplément pour enfant handicapé (SEH). Encore une fois cette année, la quatrième partie offre un complément d'information qui répond aux questions souvent posées sur le Soutien aux enfants selon les régions. Elle présente le nombre de familles bénéficiaires et d'enfants inscrits ainsi que les sommes totales versées dans les 17 régions administratives du Québec et les 104 municipalités régionales de comté (MRC) ou territoires équivalant à des MRC.

Le document *Soutien aux enfants – Statistiques de l'année 2015* offre au lecteur un outil d'analyse complet et détaillé afin qu'il connaisse mieux les caractéristiques des familles et des enfants qui bénéficient d'une aide financière directe au Québec. La publication est aussi disponible sur le site Web de Retraite Québec.

Nathalie Madore

La directrice de la statistique et de l'analyse quantitative

Table des matières

Principales définitions	7
Production des statistiques	8
Évolution historique des programmes et des bénéficiaires	9
Le paiement de Soutien aux enfants.....	22
Le supplément pour enfant handicapé.....	28
Statistiques régionales	32

Liste des tableaux

Tableau 1	Montants semestriels de l'allocation familiale, selon le rang et l'âge de l'enfant, d'avril 1967 à décembre 1973	9
Tableau 2	Montants mensuels de l'allocation familiale, de janvier 1974 à août 1997	10
Tableau 3	Montant mensuel de l'allocation pour enfant handicapé, de mai 1980 à décembre 2004	11
Tableau 4	Bénéficiaires, sommes versées et paramètres de l'allocation à la naissance, de mai 1988 à décembre 2002	12
Tableau 5	Bénéficiaires, sommes versées et paramètres de l'allocation pour jeune enfant, de janvier 1989 à août 1997	13
Tableau 6	Paramètres des prestations familiales, de septembre 1997 à décembre 2004.....	13
Tableau 7	Paramètres du PSE, de 2005 à 2016	15
Tableau 8	Exemples de montants annuels du PSE, selon le revenu et la situation familiale – 2015	15
Tableau 9	Montants mensuels et annuels du SEH, de 2005 à 2016.....	17
Tableau 10	Nombre de familles bénéficiaires et d'enfants, et sommes versées, par type d'allocation, de 1974 à 2015	19
Tableau 11	Évolution du nombre d'enfants, selon le sexe, et nombre moyen d'enfants par famille, de 1974 à 2015....	20
Tableau 12	Évolution quinquennale du nombre d'enfants dont la famille reçoit l'allocation de base, selon l'âge de l'enfant, de 1975 à 2015.....	21
Tableau 13	Évolution quinquennale du nombre de familles bénéficiaires de l'allocation de base, selon le nombre d'enfants dans la famille, de 1975 à 2015	21
Tableau 14	Familles bénéficiaires du PSE, selon la situation familiale et le revenu, décembre 2015	22
Tableau 15	Moyenne mensuelle du PSE, selon la situation familiale et le revenu, décembre 2015	23
Tableau 16	Familles bénéficiaires du PSE et revenu annuel moyen, selon la situation familiale et la somme versée, décembre 2015	24
Tableau 17	Familles bénéficiaires du PSE, selon la situation familiale, l'âge du bénéficiaire et son sexe, décembre 2015	25
Tableau 18	Proportion de familles bénéficiaires du PSE qui ont choisi le dépôt direct et le paiement mensuel, selon la situation familiale et la somme versée, décembre 2015	26
Tableau 19	Enfants donnant droit au PSE, selon l'âge et le nombre d'enfants dans la famille, décembre 2015	27
Tableau 20	Évolution du nombre d'enfants reconnus handicapés, selon le sexe et la nature du handicap, de 1980 à 2015	28
Tableau 21	Familles bénéficiaires du SEH, selon la situation familiale et le revenu, décembre 2015.....	30
Tableau 22	Répartition des enfants reconnus handicapés, selon la nature du handicap et l'âge de l'enfant, décembre 2015	31
Tableau 23	Répartition régionale des bénéficiaires en décembre 2012 et des sommes totales versées en 2015.....	32
Tableau 24	Répartition régionale des bénéficiaires du SAE, selon le nombre d'enfants dans la famille, décembre 2015	32
Tableau 25	Répartition régionale des bénéficiaires du PSE, selon l'âge des enfants, décembre 2015	33

Tableau 26	Répartition régionale des enfants reconnus handicapés, selon la nature du handicap, décembre 2015	34
Tableau 27	Répartition des bénéficiaires par région administrative et MRC en décembre 2015 et des sommes totales versées en 2015	35

Liste des graphique

Graphique 1	Structure du programme – Illustration du PSE versé, selon le revenu et la situation familiale en 2015.....	16
Graphique 2	Structure du programme – Illustration du PSE versé, selon le revenu et le nombre d'enfants dans la famille en 2015	16

Légende des tableaux

n. d.	données non disponibles	K\$	millier de dollars	s. o.	sans objet
–	zéro ou néant	M\$	million de dollars		

Principales définitions

Âge

Âge de l'enfant au 31 décembre de l'année.

Bénéficiaire

Personne qui reçoit le paiement de Soutien aux enfants (PSE) ou le supplément pour enfant handicapé (SEH). Il s'agit de la personne qui assume principalement la charge des soins et de l'éducation de l'enfant, et qui vit habituellement avec lui. Ce droit est reconnu à une seule personne par famille. En cas de garde partagée, les deux parents sont déclarés bénéficiaires¹.

Enfant

Personne qui est âgée de moins de 18 ans et qui n'est pas un conjoint à charge au sens fiscal.

Enfant handicapé

Enfant ayant une déficience ou un trouble du développement qui le limite de façon importante dans ses activités de la vie quotidienne et dont la durée prévisible est d'au moins un an. Les activités de la vie quotidienne sont celles qu'un enfant accomplit, d'après son âge, pour prendre soin de lui-même et participer à la vie sociale. Il s'agit notamment des gestes pour se nourrir, se mouvoir, se vêtir, communiquer, apprendre, se rendre aux lieux de fréquentation nécessaire et s'y déplacer.

Famille bénéficiaire

Famille qui compte au moins un enfant pour lequel un paiement de Soutien aux enfants (PSE) a été effectué pour un mois donné.

Région

Endroit où réside le bénéficiaire. Sont considérées comme régions les 17 régions administratives du Québec. La catégorie « Hors du Québec » correspond aux autres provinces canadiennes et aux pays étrangers.

Revenu familial

Somme du revenu du bénéficiaire et de celui de son conjoint pour une année. Le revenu pris en compte dans le calcul du PSE est le revenu net au sens de la *Loi sur les impôts*. Puisque l'année du PSE s'échelonne de juillet à juin, le revenu utilisé pour le calcul du paiement des six premiers mois de l'année civile diffère de celui des six derniers mois. Ainsi, c'est le revenu net de 2013 qui a servi à établir le montant du paiement des mois de janvier à juin 2015 et celui de 2014 qui a servi au calcul du paiement des mois de juillet à décembre 2015.

Situation familiale

Structure de la famille. Celle-ci est dite *biparentale* si le bénéficiaire a un conjoint et *monoparentale* s'il n'en a pas.

Sommes versées

Ensemble des versements faits aux bénéficiaires pour une période donnée. Dans le calcul des débours, il est tenu compte des paiements rétroactifs, annulés et compensés à même les paiements du Soutien aux enfants. Il y a compensation lorsque le bénéficiaire a une dette envers Retraite Québec. Le total des sommes versées est rajusté de façon à rendre compte des états financiers de Retraite Québec.

1. Cette nouvelle disposition législative est entrée en vigueur en janvier 2007.

Production des statistiques

Les statistiques sur les prestations familiales et sur le Soutien aux enfants proviennent des fichiers administratifs de Retraite Québec. Ces derniers sont constitués et mis à jour à l'aide des renseignements que les parents fournissent au Directeur de l'état civil qui, à son tour, les fait parvenir à Retraite Québec, ainsi que des renseignements transmis par Revenu Québec.

En général, les enfants sont inscrits dans les trois mois qui suivent leur naissance. Les statistiques officielles du mois de décembre d'une année sont donc compilées au 31 mars de l'année suivante. À cette date, 99 % des enfants dont les parents avaient droit à une aide en décembre sont inscrits.

Les statistiques sont révisées pour l'année antérieure et il est possible de tenir compte rétroactivement des enfants non inscrits. Les écarts observables entre les tableaux historiques de cette publication et ceux des publications antérieures s'expliquent ainsi.

Le fichier administratif des enfants handicapés est constitué à l'aide des renseignements recueillis par Retraite Québec. Sa mise à jour est faite principalement au moyen de l'information obtenue directement des parents, lors d'un changement concernant le handicap de l'enfant par exemple.

Retraite Québec peut payer rétroactivement le SEH pour une période pouvant remonter jusqu'à 11 mois avant la date de la demande si l'enfant y avait droit à ce moment. Il en est de même pour le PSE, mais la proportion d'enfants handicapés qui sont inscrits rétroactivement est beaucoup plus grande. En effet, selon le handicap de l'enfant ou la réaction des parents, un laps de temps plus ou moins long peut s'écouler avant que la demande de supplément ne soit faite. De plus, d'autres délais sont nécessaires pour que Retraite Québec puisse évaluer si l'enfant remplit ou non les conditions d'attribution. Il y a donc toujours possibilité qu'un enfant soit inscrit pour l'année précédente.

La proportion d'enfants handicapés non inscrits lors de la production des statistiques d'une année se situe autour de 10 %. Il est donc essentiel de faire une révision des statistiques des années antérieures. Cette révision se fait pendant deux ans. Pour assurer l'uniformité dans les séries chronologiques présentées, les statistiques qui figurent dans les tableaux historiques sont donc des projections de la situation à terme pour les deux dernières années ainsi que pour l'année en cours.

L'introduction des versements simultanés en janvier 2007 pour les enfants en garde partagée influence la présentation des tableaux statistiques. Prenons l'exemple de deux parents se partageant la garde de leur enfant. À des fins statistiques, cette situation fait qu'un demi-enfant sera compté dans chacune des deux familles. Dans les tableaux statistiques, les demi-enfants sont arrondis à l'unité près et cela fait en sorte que la somme des données individuelles des enfants ne correspond pas toujours au total.

Évolution historique des programmes et des bénéficiaires

1961-1973 – L'allocation scolaire

C'est en septembre 1961, au moment de l'entrée en vigueur de la *Loi des allocations scolaires*, que le gouvernement du Québec verse les premières prestations aux parents qui ont des enfants à charge. Il accorde alors une allocation de 10 \$ par mois pour les adolescents de 16 et de 17 ans qui fréquentent l'école et sont domiciliés au Québec. Les parents d'adolescents qui souffrent d'une incapacité physique ou mentale peuvent aussi bénéficier de cette allocation.

L'allocation est versée mensuellement, sauf en juillet, en août et en septembre, où elle est retenue pour être versée rétroactivement en octobre sur preuve de fréquentation scolaire. Elle complète le régime d'allocations familiales du gouvernement fédéral, qui prévoit le versement d'une prestation pour tout enfant à charge de moins de 16 ans.

L'allocation scolaire passe de 10 \$ à 12 \$ par mois en octobre 1973. Elle est cependant abolie en janvier 1974 en raison de l'instauration d'un nouveau programme.

1967-1973 – L'allocation familiale

En avril 1967, le Québec crée son propre programme d'allocations familiales et commence à verser une allocation semestrielle à toute famille domiciliée au Québec qui a à sa charge un enfant de moins de 16 ans. Le montant des prestations est augmenté en fonction du rang de l'enfant dans la famille, pour aider les familles nombreuses.

Le montant semestriel de ces allocations varie de 15 \$ pour un enfant à 142,50 \$ pour six enfants. Chacun des enfants additionnels donne droit à une majoration de 35 \$. Une allocation supplémentaire de 5 \$ est versée pour chaque enfant âgé de 12 à 15 ans.

Tableau 1 Montants semestriels de l'allocation familiale, selon le rang et l'âge de l'enfant, d'avril 1967 à décembre 1973

	Montants semestriels					
	1 ^{er} \$	2 ^e \$	3 ^e \$	4 ^e \$	5 ^e \$	6 ^e et + \$
0-11 ans	15,00	17,50	20,00	25,00	30,00	35
12-15 ans	20,00	22,50	25,00	30,00	35,00	40,00

1974-1997 – Le Régime des allocations familiales du Québec

En janvier 1974, un nouveau programme, appelé *Régime des allocations familiales du Québec*, entre en vigueur. Il remplace les allocations scolaires de 1961 et l'allocation familiale de 1967. Ce régime prévoit le versement d'une allocation mensuelle à la mère de tout enfant célibataire de moins de 18 ans qui est réputé avoir sa résidence principale au Québec. À défaut de la mère, l'allocation est accordée au père de cet enfant ou, s'il y consent, à sa conjointe. À défaut de la mère et du père, et sauf disposition contraire aux règlements, l'allocation est accordée à la personne qui subvient aux besoins de l'enfant. En 1979, l'application d'une disposition de la *Loi sur la refonte des lois et des règlements* entraîne la modification de l'appellation *Régime des allocations familiales du Québec*, qui devient *Loi sur les allocations familiales*.

Le 1^{er} mai 1977, l'allocation versée par le Québec pour chaque enfant est augmentée de 27 %. Essentiellement, cette mesure concrétise une décision annoncée par le ministre des Finances dans le discours du budget, à savoir la redistribution par les allocations familiales d'une somme de 30 millions de dollars provenant d'une taxe de vente sur les vêtements d'enfants.

1980-2004 – L'allocation pour enfant handicapé

À partir du 1^{er} janvier 1980, la Loi prévoit l'ajout d'une allocation pour tout enfant atteint d'une déficience significative et permanente sur le plan moteur, visuel, auditif ou mental et dont la condition nécessite la mise en place de mesures spécialisées en matière de réadaptation et de scolarisation. Le montant de l'allocation pour enfant handicapé est alors fixé à 60 \$ par mois. Les objectifs de cette allocation sont d'encourager la garde à domicile de l'enfant handicapé et d'alléger le fardeau financier qui incombe aux parents en raison des soins qu'exige un tel enfant. Cette allocation est payable à la personne qui reçoit l'allocation familiale et pourvoit aux besoins de l'enfant.

Tableau 2 Montants mensuels de l'allocation familiale, de janvier 1974 à août 1997

Année	Montants mensuels			
	1 ^{er} enfant \$	2 ^e enfant \$	3 ^e enfant \$	4 ^e enfant et suivants \$
1974	3,00	4,00	5,00	6,00
1975	3,31	4,42	5,52	6,62
1976	3,68	4,92	6,14	7,36
1977	3,98	5,32	6,64	7,96
1977 (mai)	5,05	6,76	8,43	10,11
1978	5,43	7,27	9,06	10,87
1979	5,92	7,92	9,88	11,85
1980	6,45	8,63	10,77	12,92
1981	7,09	9,48	11,84	14,20
1982	7,09	9,48	11,84	14,20
1983	7,52	10,05	12,55	15,05
1984	7,90	10,55	13,18	15,80
1985	7,90	10,55	13,18	15,80
1986	8,22	10,97	13,71	16,43
1987	8,56	11,42	14,27	17,10
1988	8,94	11,92	14,90	17,85
1989	9,31	12,41	15,51	18,58
1990	9,77	13,02	16,27	19,49
1991	10,24	13,64	17,05	20,43
1992	10,70	14,25	17,82	21,35
1993 à 1997	10,91	14,54	18,18	21,78

En janvier 1982, une modification au *Règlement sur l'allocation pour enfant handicapé* introduit deux nouvelles catégories d'enfants handicapés : l'enfant atteint d'une psychopathie comme l'autisme et l'enfant atteint d'une maladie chronique, notamment l'épilepsie sévère, la fibrose kystique ou l'insuffisance rénale. Le Règlement modifié par la même occasion la définition de *handicap auditif*.

À partir de mai 1988, l'allocation pour enfant handicapé, qui auparavant n'était versée qu'à compter du mois de la réception de la demande, peut être accordée pour une période pouvant remonter jusqu'à 11 mois avant la date de la demande.

En février 2000, une révision complète du *Règlement sur l'allocation pour enfant handicapé* redéfinit l'enfant handicapé comme celui ayant une déficience ou un trouble du développement qui le limite de façon importante dans ses activités de la vie quotidienne et dont la durée prévisible est d'au moins un an. La notion de permanence est donc abandonnée ainsi que l'obligation de mettre en place des mesures spécialisées. Le Règlement précise maintenant, pour 16 catégories de handicaps, les cas présumés de handicap important, les autres cas étant analysés selon d'autres critères.

Tableau 3 Montant mensuel de l'allocation pour enfant handicapé, de mai 1980 à décembre 2004

Année	Montant mensuel \$
1980	60,00
1981	65,94
1982	74,05
1983	82,34
1984	86,46
1985	86,46
1986	89,92
1987	93,61
1988	97,73
1989	101,74
1990	106,73
1991	111,85
1992	116,88
1993 à 2004	119,22

1988-2002 – L'allocation à la naissance

Le 1^{er} mai 1988, une nouvelle allocation s'ajoute à l'allocation familiale de base : l'allocation à la naissance. Elle consiste en un paiement forfaitaire de 500 \$ pour la naissance d'un premier ou d'un deuxième enfant d'une famille et en une allocation trimestrielle de 375 \$ payable jusqu'à l'âge de 2 ans pour la naissance d'un troisième enfant ou de tout enfant additionnel. L'adoption donne également droit à cette allocation si l'enfant est placé dans la famille avant l'âge de 2 ans.

Le 1^{er} mai 1989, une nouvelle disposition prévoit le versement d'une somme additionnelle de 500 \$ pour le deuxième enfant à son premier anniversaire de naissance ou d'adoption s'il a été adopté avant l'âge de 2 ans. L'allocation à la naissance pour le troisième enfant et chaque enfant additionnel est prolongée jusqu'à ce que l'enfant atteigne l'âge de 3 ans. L'allocation maximale passe ainsi de 3 000 \$ à 4 500 \$. Le versement de l'allocation est de nouveau prolongé jusqu'à l'âge de 4 ans en 1990, puis jusqu'à 5 ans en 1991, pour un maximum de 7 500 \$. En mai 1992, l'allocation trimestrielle passe de 375 \$ à 400 \$ pour un maximum de 8 000 \$ en 5 ans. Au même moment, les conditions d'attribution des allocations de 500 \$ et de 1 000 \$ en cas d'adoption sont assouplies. Tous les parents qui adoptent un premier ou un deuxième enfant peuvent alors bénéficier de ces prestations s'ils ont pris l'enfant en charge avant l'âge de 5 ans.

En décembre 1993, des modifications sont apportées aux conditions d'attribution des allocations pour un deuxième enfant ou un enfant additionnel. Ainsi, à partir de cette date, si un enfant change de rang dans la famille à la suite du décès d'un aîné ou s'il décède lui-même pendant la période de deux mois qui précède la date prévue du versement d'une allocation (deuxième versement de 500 \$ ou versement trimestriel), la famille conserve son droit à ce versement.

L'allocation à la naissance est abolie en septembre 1997 lors de l'entrée en vigueur de la *Loi sur les prestations familiales*. Cependant, le droit à l'allocation est maintenu pour tout enfant né avant le 1^{er} octobre 1997 et ce, jusqu'à son cinquième anniversaire. Les derniers paiements d'allocation à la naissance ont été faits pour le trimestre qui a débuté en juillet 2002.

Tableau 4 Bénéficiaires, sommes versées et paramètres de l'allocation à la naissance, de mai 1988 à décembre 2002

Année	Nombre de familles ³	Nombre d'enfants ³	Sommes versées K\$	Montants annuels			
				1 ^{er} enfant	2 ^e enfant	3 ^e enfant et suivants	
				\$	\$	Par trimestre et par enfant \$	Maximum par enfant \$
1988 ¹	74 350	76 384	47 688,7	500	500	375	3 000
1989	136 329	141 473	100 454,8	500	1 000	375	4 500
1990	166 563	175 933	136 082,8	500	1 000	375	6 000
1991	181 045	194 165	162 946,8	500	1 000	375	7 500
1992	185 112	199 801	177 168,8	500	1 000	400	8 000
1993	185 172	200 566	182 326,1	500	1 000	400	8 000
1994	184 520	200 490	186 361,5	500	1 000	400	8 000
1995	182 534	198 771	184 107,4	500	1 000	400	8 000
1996	177 556	193 573	189 461,0	500	1 000	400	8 000
1997 ²	162 218	177 184	177 309,5	500	1 000	400	8 000
1998	89 545	98 739	119 618,3	-	-	-	-
1999	52 040	57 210	80 139,3	-	-	-	-
2000	37 553	39 817	53 106,4	-	-	-	-
2001	25 233	25 966	28 124,9	-	-	-	-
2002	10 450	10 574	5 912,5	-	-	-	-

1. Mesure instaurée en mai 1988.

2. Mesure abrogée en septembre 1997 avec maintien des droits acquis.

3. Données de décembre.

1989-1997 – L'allocation pour jeune enfant

En janvier 1989, une nouvelle allocation est accordée pour tout enfant âgé de moins de six ans. Il s'agit de l'allocation pour jeune enfant. Elle remplace l'allocation de disponibilité instaurée en 1981 et administrée par le ministère du Revenu. Cette dernière était versée annuellement à toute personne bénéficiaire d'allocations familiales ayant à sa charge un ou plusieurs enfants de moins de six ans et qui en faisait la demande en produisant une déclaration de revenus.

Au moment où l'allocation de disponibilité a été versée pour la première fois, une famille avait droit à 300 \$ pour le premier enfant de moins de 6 ans, à 200 \$ pour le deuxième enfant et à 100 \$ pour chacun des enfants suivants. En 1988, la dernière année où l'allocation de disponibilité a été versée, les sommes auxquelles une famille avait droit étaient réparties de la façon suivante : 100 \$ pour le premier enfant de moins de 6 ans, 200 \$ pour le deuxième et 500 \$ pour chacun des enfants suivants.

L'allocation pour jeune enfant consiste en une prestation mensuelle pour tout enfant de moins de six ans qui donne droit à l'allocation familiale. Le montant de la prestation est déterminé d'après le rang que l'enfant occupe dans la famille parmi tous les enfants de moins de 18 ans et non plus seulement parmi les enfants de moins de 6 ans. Les sommes sont versées sous forme de supplément à l'allocation familiale mensuelle. Le premier enfant donne droit à 8,34 \$ par mois, soit 100 \$ par année; le deuxième, à 16,67 \$, soit 200 \$ par année, et chaque enfant additionnel de moins de 6 ans, à 41,67 \$, soit 500 \$ par année.

Toujours en 1989, la *Loi sur les allocations familiales* devient la *Loi sur les allocations d'aide aux familles*. Ainsi, le nom de la nouvelle loi inclut les quatre catégories d'aide offertes, soit l'allocation familiale, l'allocation pour enfant handicapé, l'allocation à la naissance et l'allocation pour jeune enfant.

Tableau 5 Bénéficiaires, sommes versées et paramètres de l'allocation pour jeune enfant, de janvier 1989 à août 1997

Année	Nombre de familles ²	Nombre d'enfants ²	Sommes versées K\$	Montants mensuels		
				1 ^{er} enfant \$	2 ^e enfant \$	3 ^e enfant et suivants \$
1989	396 747	520 655	106 067,5	8,34	16,67	41,67
1990	401 048	530 413	111 301,7	8,75	17,49	43,71
1991	406 379	541 988	118 165,5	9,17	18,33	45,81
1992	411 353	553 420	126 167,2	9,58	19,15	47,87
1993	415 510	562 097	132 437,7	9,77	19,53	48,83
1994	417 348	565 439	135 321,5	9,77	19,53	48,83
1995	415 118	561 238	136 191,3	9,77	19,53	48,83
1996	405 864	546 111	135 939,0	9,77	19,53	48,83
1997 ¹	-	-	93 322,3	9,77	19,53	48,83

1. Mesure abrogée en septembre 1997.

2. Données de décembre.

Tableau 6 Paramètres des prestations familiales, de septembre 1997 à décembre 2004

	Allocation annuelle maximale			Seuils de réduction			Taux de réduction			Allocation annuelle minimale ²		
	1 ^{er} enfant ¹	2 ^e enfant	3 ^e enfant et suivants	1 ^{er} seuil	2 ^e seuil	3 ^e seuil	1 ^{er} taux	2 ^e taux	3 ^e taux	1 ^{er} enfant	2 ^e enfant	3 ^e enfant et suivants
	\$	\$	\$	\$	\$	\$	%	%	%	\$	\$	\$
Famille biparentale												
Septembre 1997	975	975	398	21 825	25 921	-	30	50	-	131	174	398
Juillet 1998	975	975	975	21 825	25 921	-	30	50	-	131	174	975
Août 1999	795	795	795	21 825	-	-	25	-	-	131	174	975
Août 2000 à décembre 2004	625	625	625	21 825	-	-	25	-	-	80	80	975
Famille monoparentale												
Septembre 1997	2 275	975	398	15 332	20 921	25 921	50	30	50	131	174	398
Juillet 1998	2 275	975	975	15 332	20 921	25 921	50	30	50	131	174	975
Août 1999	2 095	795	795	15 332	20 921	-	35	25	-	131	174	975
Août 2000 à décembre 2004	1 925	625	625	15 332	21 214	-	35	25	-	80	80	975

1. Inclut le supplément de 1 300 \$ pour les familles monoparentales.

2. L'allocation annuelle minimale est réduite de 5 \$ pour chaque tranche de 100 \$ de revenu excédant 50 000 \$ (taux de réduction de 5 %).

1997-2004 – Les prestations familiales

En septembre 1997, la *Loi sur les allocations d'aide aux familles* est abolie pour faire place à la *Loi sur les prestations familiales*. Plusieurs changements sont apportés : l'allocation familiale varie désormais selon le revenu familial (allocation sélective), alors qu'elle était jusqu'à ce jour universelle; l'allocation à la naissance et l'allocation pour jeune enfant sont abolies. Toutefois, les droits acquis en vertu de la *Loi sur les allocations d'aide aux familles* sont maintenus pour les enfants nés au plus tard le 30 septembre 1997. Par exemple, une famille dont le troisième enfant est né le 30 septembre 1997 conserve son droit à l'allocation à la naissance jusqu'au cinquième anniversaire de l'enfant. Pour ce qui est de l'allocation pour enfant handicapé, elle continue d'être versée en même temps que la nouvelle allocation familiale.

La nouvelle allocation familiale est déterminée en fonction de la situation familiale, du nombre d'enfants et du revenu familial net de l'année précédente. Le montant est établi pour une période de 12 mois débutant le 1^{er} juillet.

L'allocation maximale est fixée en 1997 à 975 \$ par année pour un premier enfant, à 975 \$ pour un deuxième enfant et à 398 \$ pour un troisième enfant et chaque enfant additionnel. Les familles monoparentales ont droit à un supplément de 1 300 \$ par année. L'allocation maximale est réduite lorsque le revenu familial excède 21 825 \$ pour une famille biparentale ou 15 332 \$ pour une famille monoparentale. Les taux de réduction de l'allocation maximale sont de 50 % de 15 332 \$ à 20 921 \$³, de 30 % jusqu'à 25 921 \$⁴, puis de 50 % jusqu'à 50 000 \$. L'allocation maximale ne peut toutefois être réduite en deçà d'un certain seuil pour les familles qui ont un revenu de moins de 50 000 \$. L'allocation minimale est de 131 \$ par année pour un premier enfant, de 174 \$ pour un deuxième enfant et de 398 \$ pour un troisième enfant et chaque enfant additionnel. Elle est réduite à un taux de 5 % jusqu'à réduction complète pour les familles qui ont un revenu de 50 000 \$ ou plus.

En raison des modifications apportées au programme d'allocation familiale en 1997, l'allocation familiale vise désormais à couvrir les besoins essentiels des enfants de moins de 18 ans des familles à faible revenu, en tenant compte de la prestation fiscale canadienne pour enfants.

La situation actuelle – Le Soutien aux enfants

Le crédit d'impôt remboursable pour le soutien aux enfants (CIRSE) est entré en vigueur en janvier 2005. Il fait suite au *Discours sur le budget 2004-2005*.

Le CIRSE a remplacé le programme des prestations familiales, le crédit d'impôt non remboursable pour enfant mineur à charge et la réduction d'impôt à l'égard de la famille. En 2011, le CIRSE a été renommé Soutien aux enfants. Cette mesure comprend le paiement de Soutien aux enfants (PSE) et le supplément pour enfant handicapé (SEH), et s'adresse à toutes les familles québécoises ayant des enfants âgés de moins de 18 ans.

En janvier 2007, un changement a été apporté dans le versement des prestations pour les familles ayant un ou des enfants en garde partagée. L'aide est désormais divisée en deux et versée simultanément aux deux parents qui se partagent la garde d'un ou de plusieurs enfants, alors qu'auparavant ils la recevaient en alternance tous les six mois.

Le PSE

Le PSE varie selon le revenu familial, la situation familiale et le nombre d'enfants dans la famille.

Pour l'année 2015, le montant maximal payable à une famille est obtenu par l'addition d'un crédit de 2 366 \$ pour le premier enfant, de 1 182 \$ pour chacun des deuxième et troisième enfants, et de 1 774 \$ pour chacun des enfants suivants. Un crédit de 830 \$ s'ajoute s'il s'agit d'une famille monoparentale. Ce crédit total maximal est réduit de 4 \$ pour chaque tranche de 100 \$ (taux de réduction de 4 %) de revenu familial excédant 47 196 \$ (34 280 \$ pour une famille monoparentale), jusqu'à concurrence des sommes correspondant aux anciens crédits d'impôt non remboursables pour enfants mineurs à charge, soit 664 \$ pour le premier enfant, 613 \$ pour chacun des autres enfants et un supplément de 331 \$ pour une famille monoparentale.

2. Le seuil étant fixé à 21 825 \$ pour les familles biparentales, l'allocation commence à être réduite à un taux de 30 %.

3. Le seuil de 25 921 \$ augmente de 1 231 \$ par enfant pour les familles de quatre enfants ou plus.

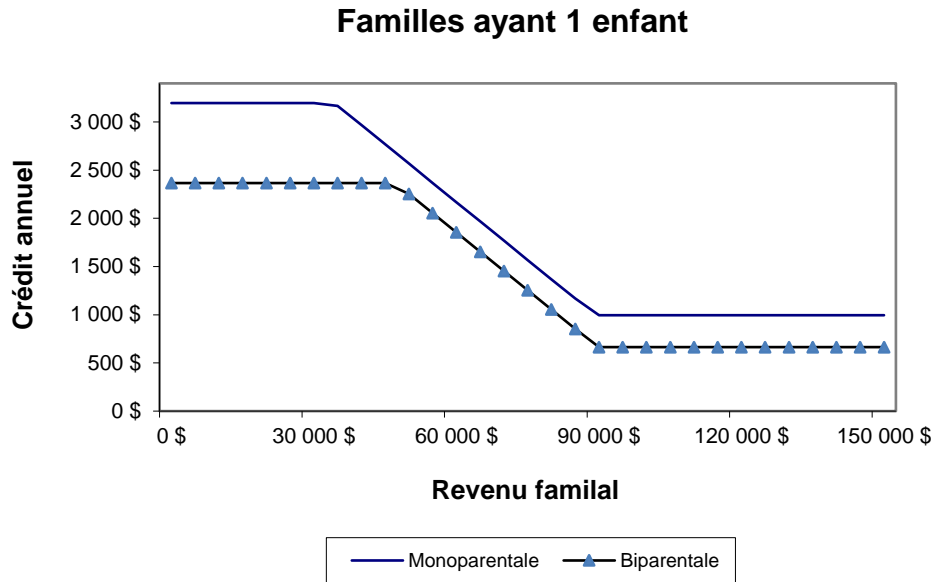
Tableau 7 Paramètres du PSE, de 2005 à 2016

Année	Maximum par année					Minimum par année			Seuils de réduction		Taux de réduction %
	Suppl. mono-parental \$	1 ^{er} enfant \$	2 ^e enfant \$	3 ^e enfant \$	4 ^e enfant et + \$	Suppl. mono-parental \$	1 ^{er} enfant \$	2 ^e enfant et + \$	Famille biparentale \$	Famille monoparentale \$	
2005	700	2 000	1 000	1 000	1 500	280	561	517	42 800	31 600	4
2006	717	2 049	1 024	1 024	1 536	287	575	530	43 094	31 680	4
2007	732	2 091	1 045	1 045	1 567	293	587	541	43 437	31 832	4
2008	741	2 116	1 058	1 058	1 586	297	594	548	43 654	31 984	4
2009	758	2 166	1 083	1 083	1 623	304	608	561	44 599	32 696	4
2010	762	2 176	1 088	1 088	1 631	305	611	564	44 788	32 856	4
2011	772	2 204	1 102	1 102	1 652	309	619	571	44 788	32 856	4
2012	793	2 263	1 131	1 131	1 696	317	635	586	45 152	32 856	4
2013	813	2 319	1 159	1 159	1 738	325	651	601	46 251	33 608	4
2014	821	2 341	1 170	1 170	1 755	328	657	607	46 699	33 944	4
2015	830	2 366	1 182	1 182	1 774	331	664	613	47 196	34 280	4
2016	839	2 392	1 195	1 195	1 793	335	671	620	47 665	34 656	4

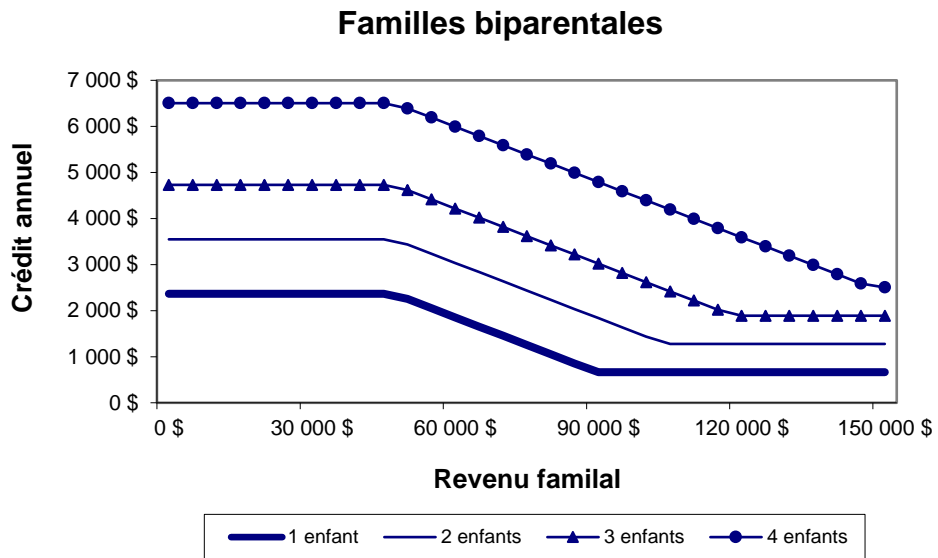
Tableau 8 Exemples de montants annuels du PSE, selon le revenu et la situation familiale – 2015

Revenu familial	Situation familiale							
	Famille biparentale				Famille monoparentale			
	1 enfant \$	2 enfants \$	3 enfants \$	4 enfants \$	1 enfant \$	2 enfants \$	3 enfants \$	4 enfants \$
Moins de 30 000 \$	2 366	3 548	4 730	6 504	3 196	4 378	5 560	7 334
30 000 \$	2 366	3 548	4 730	6 504	3 196	4 378	5 560	7 334
40 000 \$	2 366	3 548	4 730	6 504	2 967	4 149	5 331	7 105
50 000 \$	2 254	3 436	4 618	6 392	2 567	3 749	4 931	6 705
60 000 \$	1 854	3 036	4 218	5 992	2 167	3 349	4 531	6 305
70 000 \$	1 454	2 636	3 818	5 592	1 767	2 949	4 131	5 905
80 000 \$	1 054	2 236	3 418	5 192	1 367	2 549	3 731	5 505
90 000 \$	664	1 836	3 018	4 792	995	2 149	3 331	5 105
100 000 \$	664	1 436	2 618	4 392	995	1 749	2 931	4 705
125 000 \$	664	1 277	1 890	3 392	995	1 608	2 221	3 705
150 000 \$	664	1 277	1 890	2 503	995	1 608	2 221	2 834
175 000 \$	664	1 277	1 890	2 503	995	1 608	2 221	2 834
200 000 \$	664	1 277	1 890	2 503	995	1 608	2 221	2 834

Graphique 1 Structure du programme – Illustration du PSE versé, selon le revenu et la situation familiale en 2015



Graphique 2 Structure du programme – Illustration du PSE versé, selon le revenu et le nombre d'enfants dans la famille en 2015



Le SEH

Le SEH remplace l'allocation pour enfant handicapé depuis janvier 2005. Ce supplément est une somme uniforme versée aux parents de chaque enfant admissible au PSE et reconnu handicapé. L'enfant est reconnu comme tel s'il est limité de façon importante dans ses activités quotidiennes pour une période prévisible d'au moins un an.

Le SEH s'ajoute au PSE. Les parents cessent d'avoir droit au SEH lorsque l'enfant n'est plus reconnu handicapé, lorsqu'il atteint 18 ans ou lorsque la famille perd son droit au PSE.

Le SEH a été augmenté en janvier 2006 par l'intégration du crédit d'impôt non remboursable pour enfant à charge ayant une déficience. Cela fait suite au *Discours sur le budget 2005-2006*. La majoration est de 450 \$ (20 % de 2 250 \$) par année par enfant, soit 37,50 \$ par mois. Cette majoration, ajoutée à l'indexation annuelle au coût de la vie, a fait passer la valeur du supplément de 121 \$ en 2005 à 161,50 \$ en 2006.

En 2015, le montant mensuel du SEH a été augmenté à 187 \$ en raison de l'indexation.

Tableau 9 Montants mensuels et annuels du SEH, de 2005 à 2016

Année	Montant mensuel \$	Montant annuel \$
2005	121,00	1 452,00
2006 ¹	161,50	1 938,00
2007	165,00	1 980,00
2008	167,00	2 004,00
2009	171,00	2 052,00
2010	172,00	2 064,00
2011	174,00	2 088,00
2012	179,00	2 148,00
2013	183,00	2 196,00
2014	185,00	2 220,00
2015	187,00	2 244,00
2016	189,00	2 268,00

1. Intégration en janvier 2006 du crédit d'impôt non remboursable pour l'enfant à charge ayant une déficience.

Les dispositions administratives

Indexation annuelle

Les paramètres du Soutien aux enfants (montants minimal et maximal, suppléments pour famille monoparentale) sont indexés chaque année selon le taux d'indexation utilisé dans le régime fiscal. Le taux d'indexation pour 2015 a été de 1,06 %. Les seuils de réduction des montants maximaux sont revalorisés chaque année pour s'harmoniser avec les seuils de sortie de la prime au travail.

Mode de paiement

Le Soutien aux enfants est versé par anticipation sur une base trimestrielle en janvier, en avril, en juillet et en octobre, à moins que le bénéficiaire ne demande à le recevoir sur une base mensuelle. En décembre 2015, 27 % des familles bénéficiaires avaient opté pour le versement mensuel.

Le bénéficiaire a aussi le choix de recevoir ses paiements par la poste ou par dépôt direct dans un établissement financier. En décembre 2015, 83 % des familles bénéficiaires avaient choisi le dépôt direct.

Le Soutien aux enfants peut également être rétroactif et couvrir jusqu'à 11 mois précédant la demande. Il se termine le mois où l'enfant atteint l'âge de 18 ans, s'il a conservé son droit au paiement jusqu'à cette date. Pour que les parents aient droit au Soutien aux enfants pour un mois donné, un enfant doit satisfaire aux conditions d'attribution le dernier jour du mois en question.

Administration

L'administration du Soutien aux enfants relève de la ministre de la Famille. Retraite Québec effectue le versement du Soutien aux enfants pour le compte du ministre du Revenu. Elle doit produire au plus tard le 30 juin de chaque année un rapport d'activité pour l'année financière précédente; la ministre de la Famille doit déposer ce rapport à l'Assemblée nationale.

Toute personne qui désire recevoir le Soutien aux enfants doit en faire la demande à Retraite Québec suivant les modalités prévues au *Règlement sur les prestations familiales*. Jusqu'en janvier 2007, Retraite Québec considérait qu'une demande de prestation fiscale pour enfants adressée au gouvernement fédéral équivalait à une demande de PSE. L'Agence du revenu du Canada fournissait les renseignements nécessaires à Retraite Québec si l'enfant était réputé avoir sa résidence au Québec.

Depuis janvier 2007, les parents doivent aviser directement Retraite Québec de tout changement à la situation familiale à l'exception d'une naissance au Québec. Dans ce cas, la déclaration au Directeur de l'état civil génère une inscription automatique à Retraite Québec.

En ce qui concerne le SEH, une demande doit être adressée directement à Retraite Québec.

Financement

Les sommes requises pour le Soutien aux enfants sont prises à même les recettes fiscales perçues en vertu de la *Loi sur les impôts*.

Imposition du Soutien aux enfants

Les sommes reçues pour le PSE et le SEH sont par définition non imposables, puisqu'elles constituent un crédit d'impôt remboursable.

Tableau 10 Nombre de familles bénéficiaires et d'enfants, et sommes versées, par type d'allocation, de 1974 à 2015

Année	Allocation familiale (AF)			Allocation pour enfant handicapé (AEH)			Sous-total (AF+AEH)	Total des sommes versées K\$	Moyenne par famille \$
	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Sommes versées K\$	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Sommes versées K\$	Sommes versées K\$		
1974	922 459	1 985 309	92 292,4	s. o.	s. o.	s. o.	92 292,4	92 292,4	100
1975	942 155	1 972 520	100 990,9	s. o.	s. o.	s. o.	100 990,9	100 990,9	107
1976	955 683	1 937 200	110 427,4	s. o.	s. o.	s. o.	110 427,4	110 427,4	116
1977	958 269	1 885 747	135 568,3	s. o.	s. o.	s. o.	135 568,3	135 568,3	141
1978	959 894	1 839 932	151 423,8	s. o.	s. o.	s. o.	151 423,8	151 423,8	158
1979	961 376	1 800 895	159 400,2	s. o.	s. o.	s. o.	159 400,2	159 400,2	166
1980	961 545	1 765 643	168 749,4	4 817 ¹	4 966	3 879,3	172 628,7	172 628,7	180
1981	958 913	1 732 854	180 510,1	5 723	5 910	5 621,6	186 131,7	186 131,7	194
1982	953 149	1 697 645	176 069,6	9 302	9 625	8 082,5	184 152,1	184 152,1	193
1983	943 799	1 665 811	181 717,9	10 655	11 025	10 841,4	192 559,3	192 559,3	204
1984	937 897	1 645 424	187 328,6	12 097	12 516	13 009,9	200 338,5	200 338,5	214
1985	936 000	1 633 761	185 107,1	13 724	14 208	14 537,9	199 645,0	199 645,0	213
1986	935 821	1 625 412	191 203,7	14 974	15 548	17 079,6	208 283,3	208 283,3	223
1987	934 894	1 616 961	197 653,7	16 284	16 924	19 057,1	216 710,8	216 710,8	232
1988	938 908	1 619 106	205 179,6	20 168	21 064	21 646,4	226 826,0	274 514,7²	292
1989	943 045	1 624 738	213 726,6	22 426	23 516	27 068,2	240 794,8	447 317,1³	474
1990	953 189	1 642 208	225 888,5	25 619	27 057	33 294,7	259 183,2	506 567,1³	531
1991	962 400	1 657 643	239 768,0	28 954	30 797	38 614,1	278 382,1	559 494,4³	581
1992	968 532	1 668 391	254 482,8	31 329	33 489	46 269,0	300 751,8	604 087,8³	624
1993	969 445	1 670 895	258 537,5	30 968	33 017	49 625,5	308 163,0	622 926,8³	643
1994	967 858	1 670 011	258 792,7	27 568	28 994	45 099,6	303 892,3	625 575,3³	646
1995	963 361	1 664 019	258 031,7	24 831	26 006	38 509,8	296 541,5	616 840,2³	640
1996	953 791	1 650 338	257 908,2	23 509	24 569	36 321,1	294 229,3	619 629,3³	650
1997	680 017 ⁴	1 200 262 ⁴	413 181,5 ⁴	22 993	24 024	35 001,6	448 183,1	718 814,9³	1 057
1998	660 939	1 179 947	778 142,6	23 273	24 407	34 272,2	812 414,8	932 033,1³	1 410
1999	629 815	1 125 985	762 143,6	24 066	25 301	35 248,5	797 392,1	877 531,4³	1 393
2000	586 953	1 047 699	632 492,3	24 772	26 098	37 043,1	669 535,4	722 641,8³	1 231
2001	554 007	989 020	541 984,1	25 286	26 694	38 202,5	580 186,6	608 311,5³	1 098
2002	538 660	959 313	516 817,2	25 819	27 336	38 296,1	555 113,3	561 025,8³	1 042
2003	516 230	918 470	496 458,7	26 918	28 586	39 688,3	536 147,0	536 147,0	1 039
2004	503 520	893 280	480 943,9	28 122	29 974	42 332,1	523 276,0	523 276,0	1 039
	Paiement de Soutien aux enfants (PSE)			Supplément pour enfant handicapé (SEH)			Sous-total (PSE+SEH)		
2005	873 108	1 494 566 ⁵	1 973 541,2	29 585	31 541	41 819,1	2 015 360,3	2 029 711,1⁷	2 325
2006	874 996	1 494 661	2 036 803,4	30 803	32 883	61 706,1	2 098 509,5	2 102 015,3⁷	2 402
2007	886 336	1 486 998	2 054 879,8	31 978	33 631	65 532,2	2 120 412,0	2 121 587,4⁷	2 394
2008	887 085	1 487 599	2 041 462,2	33 027	34 702	68 217,3	2 109 679,5	2 109 936,3⁷	2 379
2009	884 169	1 475 338	2 062 689,2	33 968	35 654	72 559,2	2 135 248,3	2 135 599,6⁷	2 415
2010	882 423	1 473 675	2 049 741,3	34 707	36 296	74 391,7	2 124 133,0	2 124 238,5⁷	2 407
2011	881 042	1 474 511	2 053 341,6	35 956	37 535	77 553,9	2 130 895,5	2 130 940,1⁷	2 419
2012	879 455	1 475 737	2 085 908,6	36 505	38 036	79 672,7	2 165 581,3	2 165 619,9⁷	2 462
2013	878 698	1 478 416	2 122 275,8	37 250 ⁶	38 770 ⁶	83 694,3	2 205 970,1	2 222 639,0⁷	2 529
2014	878 470 ⁶	1 485 493 ⁶	2 115 482,3	37 940 ⁶	39 400 ⁶	85 840,7	2 201 323,0	2 208 217,4⁷	2 514
2015	879 930 ⁶	1 491 921 ⁶	2 126 480,6	38 970 ⁶	40 360 ⁶	88 472,7	2 214 953,3	2 214 953,3	2 517

1. Estimation.

2. Comprend les sommes versées pour l'allocation à la naissance (voir le détail au tableau 4).

3. Comprend les sommes versées pour l'allocation à la naissance et l'allocation pour jeune enfant (voir le détail aux tableaux 4 et 5).

4. Le nouveau programme des prestations familiales a débuté en septembre 1997.

5. L'augmentation du nombre d'enfants inscrits en 2005 est due au passage d'un programme sélectif, soit l'ancien Programme d'allocation familiale, à un programme universel, le paiement de Soutien aux enfants.

6. Données projetées.

7. Comprend les sommes versées rétroactivement au cours de l'année en vertu de l'ancienne Loi sur les prestations familiales (allocation familiale ou allocation pour enfant handicapé)

Tableau 11 Évolution du nombre d'enfants, selon le sexe, et nombre moyen d'enfants par famille, de 1974 à 2015

Année	Allocation familiale				Allocation pour enfant handicapé			
	Garçons	Filles	Garçons et filles	Nombre moyen d'enfants	Garçons	Filles	Garçons et filles	Nombre moyen d'enfants
1974	1 024 419	960 890	1 985 309	2,15	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.
1975	1 017 820	954 700	1 972 520	2,09	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.
1976	1 001 532	935 668	1 937 200	2,03	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.
1977	974 931	910 816	1 885 747	1,97	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.
1978	951 245	888 687	1 839 932	1,92	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.
1979	931 063	869 832	1 800 895	1,87	s. o.	s. o.	s. o.	s. o.
1980	914 603	851 040	1 765 643	1,84	2 791	2 175	4 966	1,03
1981	897 618	835 236	1 732 854	1,81	3 323	2 587	5 910	1,03
1982	879 380	818 265	1 697 645	1,78	5 452	4 173	9 625	1,03
1983	862 890	802 921	1 665 811	1,77	6 250	4 775	11 025	1,03
1984	853 975	791 449	1 645 424	1,75	7 097	5 419	12 516	1,03
1985	848 949	784 812	1 633 761	1,75	8 113	6 095	14 208	1,04
1986	844 481	780 931	1 625 412	1,74	8 937	6 611	15 548	1,04
1987	840 374	776 587	1 616 961	1,73	9 722	7 202	16 924	1,04
1988	837 434	781 672	1 619 106	1,72	12 173	8 891	21 064	1,04
1989	839 971	784 767	1 624 738	1,72	13 688	9 828	23 516	1,05
1990	847 997	794 211	1 642 208	1,72	15 886	11 171	27 057	1,06
1991	853 901	803 742	1 657 643	1,72	18 220	12 577	30 797	1,06
1992	859 217	809 174	1 668 391	1,72	19 962	13 527	33 489	1,07
1993	860 352	810 543	1 670 895	1,72	19 611	13 406	33 017	1,07
1994	859 513	810 498	1 670 011	1,73	17 217	11 777	28 994	1,05
1995	855 685	808 334	1 664 019	1,73	15 289	10 717	26 006	1,05
1996	848 004	802 334	1 650 338	1,73	14 469	10 100	24 569	1,05
1997 ¹	616 668	583 594	1 200 262	1,77	14 224	9 800	24 024	1,04
1998	605 822	574 125	1 179 947	1,79	14 543	9 864	24 407	1,05
1999	577 624	548 361	1 125 985	1,79	15 203	10 098	25 301	1,05
2000	537 651	510 048	1 047 699	1,78	15 832	10 266	26 098	1,05
2001	506 378	482 642	989 020	1,79	16 344	10 350	26 694	1,06
2002	491 360	467 953	959 313	1,78	16 880	10 456	27 336	1,06
2003	471 130	447 340	918 470	1,78	17 905	10 681	28 586	1,06
2004	458 208	435 072	893 280	1,77	19 053	10 921	29 974	1,07
	Paiement de Soutien aux enfants				Supplément pour enfant handicapé			
2005	764 144	730 422	1 494 566	1,71	20 306	11 235	31 541	1,07
2006	763 584	731 077	1 494 661	1,71	21 408	11 475	32 883	1,07
2007	759 428	727 570	1 486 998	1,68	22 100	11 531	33 631	1,05
2008	759 749	727 850	1 487 599	1,68	22 971	11 731	34 702	1,05
2009	753 473	721 865	1 475 338	1,67	23 708	11 946	35 654	1,05
2010	752 431	721 244	1 473 675	1,67	24 230	12 066	36 296	1,05
2011	752 597	721 914	1 474 511	1,67	25 127	12 408	37 535	1,04
2012	753 704	722 033	1 475 737	1,68	25 521	12 515	38 036	1,04
2013	755 504	722 912	1 478 416	1,68	25 941 ²	12 829 ²	38 770 ²	1,04
2014	758 634 ²	726 859 ²	1 485 493 ²	1,69	26 436 ²	12 964 ²	39 400 ²	1,04
2015	761 917 ²	730 004 ²	1 491 921 ²	1,70	27 094 ²	13 266 ²	40 360 ²	1,04

1. Le nouveau programme des prestations familiales a débuté en septembre 1997.

2. Données projetées.

La baisse du nombre moyen d'enfants par famille en 2007 est due à l'augmentation du nombre de familles. En effet, depuis janvier 2007, les familles ayant un ou des enfants en garde partagée comptent pour deux familles distinctes.

Tableau 12 Évolution quinquennale du nombre d'enfants dont la famille reçoit l'allocation de base, selon l'âge de l'enfant, de 1975 à 2015

Âge de l'enfant	1975	1980	1985	1990	1995	2000 ¹	2005	2010	2015 ²
Moins de 1 an	86 634	94 788	84 054	96 523	87 156	47 856	73 944	85 970	83 470
1 an	89 535	97 636	87 724	91 036	89 891	50 947	72 374	87 870	86 540
2 ans	88 084	93 513	87 418	86 306	92 324	52 481	72 790	87 280	87 990
3 ans	87 042	93 992	90 328	83 843	96 500	54 792	72 439	84 640	88 400
4 ans	92 544	92 965	94 401	85 559	97 419	58 523	73 807	81 760	89 070
5 ans	94 209	92 123	95 863	87 146	97 948	60 530	72 702	77 800	89 600
6 ans	95 922	88 252	97 142	89 350	92 286	61 816	73 904	75 230	90 780
7 ans	96 904	86 660	93 143	88 839	87 666	62 814	76 418	75 250	89 840
8 ans	100 034	85 279	93 343	91 842	85 183	65 153	80 655	74 610	86 770
9 ans	108 101	90 475	92 564	95 908	86 929	65 990	85 330	75 710	83 820
10 ans	118 850	92 273	91 481	97 262	88 597	66 101	88 249	74 560	79 460
11 ans	126 570	93 745	87 871	98 436	90 679	62 519	90 467	75 570	76 720
12 ans	129 321	94 870	86 141	94 495	90 097	58 565	92 570	78 010	76 710
13 ans	130 672	97 965	84 786	94 605	93 016	56 430	95 967	81 560	75 860
14 ans	131 876	105 860	89 750	93 574	96 805	56 227	96 965	86 110	76 860
15 ans	133 119	116 064	91 490	92 457	97 958	56 141	97 411	88 730	75 480
16 ans	134 341	123 688	92 834	88 626	98 946	55 963	91 886	90 840	76 330
17 ans	128 762	125 495	93 428	86 401	94 619	54 851	86 688	92 175	78 221
Total	1 972 520	1 765 643	1 633 761	1 642 208	1 664 019	1 047 699	1 494 566	1 473 675	1 491 921

Note : La somme des données individuelles ne correspond pas toujours au total en raison de l'arrondissement des nombres.

1. Le programme des prestations familiales ne s'adressait qu'aux familles à revenu faible ou moyen de 1997 à 2004. Avant septembre 1997, le programme était universel et, depuis 2005, il contient une composante universelle (le crédit minimal).

2. Données projetées.

Tableau 13 Évolution quinquennale du nombre de familles bénéficiaires de l'allocation de base, selon le nombre d'enfants dans la famille, de 1975 à 2015

	1975	1980	1985	1990	1995	2000 ¹	2005	2010	2015 ²
1 enfant	355 433	408 963	417 528	432 806	441 521	272 091	408 890	409 400	382 900
2 enfants	323 850	368 676	374 565	384 031	380 771	205 056	344 574	349 200	357 500
3 enfants	155 526	135 503	116 298	111 442	112 471	83 175	93 773	96 100	107 600
4 enfants ou plus	107 346	48 403	27 609	24 910	28 598	26 631	25 871	27 723	31 930
Total	942 155	961 545	936 000	953 189	963 361	586 953	873 108	882 423	879 930

Note : La somme des données individuelles ne correspond pas toujours au total en raison de l'arrondissement des nombres.

1. Le programme des prestations familiales ne s'adressait qu'aux familles à revenu faible ou moyen de 1997 à 2004. Avant septembre 1997, le programme était universel et, depuis 2005, il contient une composante universelle (le crédit minimal).

2. Données projetées.

Le paiement de Soutien aux enfants

Tableau 14 Familles bénéficiaires du PSE, selon la situation familiale et le revenu, décembre 2015

Situation familiale	Revenu familial				Total
	Moins de 25 000 \$	25 000 \$ - 49 999 \$	50 000 \$ - 74 999 \$	75 000 \$ ou plus	
Familles biparentales					
1 enfant	19 440	37 521	50 914	133 259	241 134
2 enfants	18 278	35 649	50 754	168 693	273 374
3 enfants	9 220	14 773	16 787	46 390	87 170
4 enfants ou plus	4 947	6 197	5 085	10 119	26 348
Sous-total	51 885	94 140	123 540	358 461	628 026
Familles monoparentales					
1 enfant	61 618	44 853	19 184	9 104	134 759
2 enfants	30 918	26 296	13 404	7 011	77 629
3 enfants	9 451	5 280	2 405	1 335	18 471
4 enfants ou plus	3 420	1 026	325	176	4 947
Sous-total	105 407	77 455	35 318	17 626	235 806
Familles biparentales et monoparentales					
1 enfant	81 058	82 374	70 098	142 363	375 893
2 enfants	49 196	61 945	64 158	175 704	351 003
3 enfants	18 671	20 053	19 192	47 725	105 641
4 enfants ou plus	8 367	7 223	5 410	10 295	31 295
Total ¹	157 292	171 595	158 858	376 087	863 832

1. Données réelles au 31 décembre 2015.

Les familles qui gagnent moins de 25 000 \$ représentent près du cinquième (18 %) des bénéficiaires, mais elles reçoivent un PSE plus élevé que la moyenne. À l'opposé, celles qui gagnent 75 000 \$ ou plus constituent 44 % des bénéficiaires, mais elles reçoivent un PSE nettement inférieur à la moyenne.

Tableau 15 Moyenne mensuelle du PSE, selon la situation familiale et le revenu, décembre 2015

Situation familiale	Revenu familial				Total \$
	Moins de 25 000 \$	25 000 \$ à 49 999 \$	50 000 \$ à 74 999 \$	75 000 \$ ou plus	
Familles biparentales					
1 enfant	197	195	143	60	110
2 enfants	295	293	240	124	179
3 enfants	393	390	337	195	277
4 enfants ou plus	614	605	516	328	483
Sous-total	306	290	225	115	179
Familles monoparentales					
1 enfant	251	223	147	76	215
2 enfants	336	285	197	118	275
3 enfants	437	379	267	173	379
4 enfants ou plus	629	547	401	288	585
Sous-total	305	259	176	102	256
Familles biparentales et monoparentales					
1 enfant	238	211	144	61	148
2 enfants	321	290	231	124	200
3 enfants	415	387	328	195	295
4 enfants ou plus	620	596	509	328	499
Total ¹	305	276	214	115	200

1. Données réelles au 31 décembre 2015.

Près des trois quarts (73 %) des familles bénéficiaires du PSE sont des familles biparentales. Elles reçoivent toutefois un PSE moyen nettement inférieur à celui des familles monoparentales en raison d'un revenu annuel moyen plus élevé et de la somme additionnelle versée aux familles monoparentales.

Tableau 16 Familles bénéficiaires du PSE et revenu annuel moyen, selon la situation familiale et la somme versée, décembre 2015

Situation familiale	Montant maximal		Montant se situant entre le minimum et le maximum		Montant minimal		Somme versée	
	Nombre de familles	Revenu annuel moyen	Nombre de familles	Revenu annuel moyen	Nombre de familles	Revenu annuel moyen	Nombre de familles	Total
		\$		\$		\$		Revenu annuel moyen \$
Familles biparentales								
1 enfant	52 040	28 784	86 946	69 054	102 148	146 239	241 134	93 060
2 enfants	49 312	28 832	121 612	76 785	102 450	162 154	273 374	100 128
3 enfants ou plus	32 745	27 134	57 811	82 128	22 962	201 094	113 518	90 329
Sous-total	134 097	28 399	266 369	75 421	227 560	158 939	628 026	95 643
Familles monoparentales								
1 enfant	81 116	16 706	48 811	52 416	4 832	132 752	134 759	33 801
2 enfants	41 897	16 990	33 594	55 751	2 138	156 010	77 629	37 593
3 enfants ou plus	15 853	14 537	7 257	56 729	308	186 435	23 418	29 873
Sous-total	138 866	16 544	89 662	54 015	7 278	141 856	235 806	34 659
Familles biparentales et monoparentales								
1 enfant	133 156	21 426	135 757	63 072	106 980	145 630	375 893	71 815
2 enfants	91 209	23 393	155 206	72 233	104 588	162 028	351 003	86 298
3 enfants ou plus	48 598	23 025	65 068	79 296	23 270	200 900	136 936	79 990
Total¹	272 963	22 368	356 031	70 030	234 838	158 410	863 832	78 996

1. Données réelles au 31 décembre 2015.

Le tableau 16 indique que 272 963 familles (32 % des familles) touchent la somme maximale du PSE. Le revenu moyen de ces familles est de 22 368 \$, le maximum de revenu qui permet le PSE maximal étant de 47 196 \$ pour les familles biparentales et de 34 280 \$ pour les familles monoparentales en 2015. À l'opposé, 27 % des familles touchent la somme minimale. Rappelons que cette somme correspond aux anciens crédits d'impôt non remboursables pour enfants à charge de moins de 18 ans. Le revenu moyen de ces familles est de 158 410 \$.

Tableau 17 Familles bénéficiaires du PSE, selon la situation familiale, l'âge du bénéficiaire et son sexe, décembre 2015

Situation familiale	Âge du bénéficiaire				Sexe du bénéficiaire		Total
	Moins de 25 ans	25-34 ans	35-44 ans	45 ans ou plus	Femme	Homme	
Familles biparentales							
1 enfant	10 378	74 364	77 191	79 201	233 320	7 814	241 134
2 enfants	3 686	81 755	145 448	42 485	264 607	8 767	273 374
3 enfants	614	25 034	52 262	9 260	82 818	4 352	87 170
4 enfants ou plus	106	7 783	16 262	2 197	24 398	1 950	26 348
Sous-total	14 784	188 936	291 163	133 143	605 143	22 883	628 026
Familles monoparentales							
1 enfant	8 154	30 018	51 168	45 419	108 124	26 635	134 759
2 enfants	1 658	18 557	41 420	15 994	61 134	16 495	77 629
3 enfants	229	5 170	10 594	2 478	15 328	3 143	18 471
4 enfants ou plus	32	1 562	2 894	459	4 353	594	4 947
Sous-total	10 073	55 307	106 076	64 350	188 939	46 867	235 806
Familles biparentales et monoparentales							
1 enfant	18 532	104 382	128 359	124 620	341 444	34 449	375 893
2 enfants	5 344	100 312	186 868	58 479	325 741	25 262	351 003
3 enfants	843	30 204	62 856	11 738	98 146	7 495	105 641
4 enfants ou plus	138	9 345	19 156	2 656	28 751	2 544	31 295
Total¹	24 857	244 243	397 239	197 493	794 082	69 750	863 832

1. Données réelles au 31 décembre 2015.

Dans 92 % des familles, le PSE est versé à la mère.

Un peu plus des trois quarts (77 %) des bénéficiaires du PSE sont âgés de moins de 45 ans. Seulement 3 % des familles ont un bénéficiaire de moins de 25 ans.

Tableau 18 Proportion de familles bénéficiaires du PSE qui ont choisi le dépôt direct et le paiement mensuel, selon la situation familiale et la somme versée, décembre 2015

Situation familiale	Somme versée							
	Montant maximal		Montant se situant entre le minimum et le maximum		Montant minimal		Total	
	Dépôt direct %	Paiement mensuel %	Dépôt direct %	Paiement mensuel %	Dépôt direct %	Paiement mensuel %	Dépôt direct %	Paiement mensuel %
Familles biparentales								
1 enfant	86	27	82	20	73	8	79	16
2 enfants	90	32	83	25	74	8	81	20
3 enfants ou plus	92	42	87	34	77	11	87	32
Sous-total	89	32	84	25	74	8	81	21
Familles monoparentales								
1 enfant	89	52	84	29	74	7	87	42
2 enfants	92	59	85	30	75	6	89	45
3 enfants ou plus	94	68	88	38	78	5	92	58
Sous-total	91	56	85	30	74	7	88	44
Familles biparentales et monoparentales								
1 enfant	88	42	83	23	73	8	82	25
2 enfants	91	44	84	26	74	8	82	26
3 enfants ou plus	93	50	87	35	77	11	88	36
Total¹	90	44	84	27	74	8	83	27

1. Données réelles au 31 décembre 2015.

La majorité des bénéficiaires du PSE (83 %) optent pour le dépôt direct, et près d'une famille sur quatre (27 %) demande à recevoir son paiement chaque mois plutôt que tous les trimestres.

Ces statistiques varient en fonction de la somme versée. Les familles qui reçoivent la somme maximale, soit les familles à faible revenu, préfèrent le dépôt direct et le paiement mensuel. Ainsi, 90 % des familles qui reçoivent la somme maximale optent pour le dépôt direct, et 44 % demandent le paiement mensuel. À l'inverse, les familles qui reçoivent la somme minimale, soit les familles à revenu plus élevé, optent pour le dépôt direct dans une proportion de 74 % (comparativement à 69 % en 2014, à 62 % en 2013 et à 59 % en 2012) et pour le paiement mensuel dans une proportion de 8 %.

Tableau 19 Enfants donnant droit au PSE, selon l'âge et le nombre d'enfants dans la famille, décembre 2015

Âge de l'enfant	Nombre d'enfants dans la famille				Total
	1 enfant	2 enfants	3 enfants	4 enfants ou plus	
Moins de 1 an	34 647	30 704	11 863	4 904	82 117
1 an	33 175	33 462	13 187	5 313	85 137
2 ans	24 741	40 458	15 238	6 135	86 571
3 ans	18 209	44 374	17 416	6 969	86 967
4 ans	14 746	45 358	19 837	7 691	87 631
5 ans	13 296	44 839	21 717	8 298	88 149
6 ans	12 652	44 793	22 615	9 252	89 311
7 ans	12 131	43 771	22 991	9 494	88 386
8 ans	11 847	41 393	22 486	9 638	85 363
9 ans	11 594	40 054	21 351	9 462	82 460
10 ans	11 760	37 702	19 985	8 732	78 179
11 ans	12 636	36 411	18 239	8 192	75 477
12 ans	14 585	36 002	17 024	7 859	75 470
13 ans	16 830	35 232	15 447	7 124	74 632
14 ans	20 633	34 157	14 233	6 597	75 620
15 ans	26 430	29 939	12 150	5 743	74 261
16 ans	33 574	26 822	10 013	4 685	75 094
17 ans	37 443	25 898	9 443	4 179	76 962
Total¹	360 924	671 363	305 233	130 265	1 467 784

Note : La somme des données individuelles ne correspond pas toujours au total en raison de l'arrondissement des nombres.

1. Données réelles au 31 décembre 2015.

Presque un enfant sur deux (46 %) vit dans une famille de 2 enfants, et 9 % des enfants vivent dans une famille de 4 enfants ou plus.

Le nombre d'enfants bénéficiaires de moins d'un an (82 117) est plus élevé que le nombre d'enfants de 17 ans (76 962) qui cesseront de donner droit au PSE au cours de l'année. Aussi, 37 443 familles cesseront d'être bénéficiaire puisque leur seul enfant a 17 ans.

Le supplément pour enfant handicapé

Tableau 20 Évolution du nombre d'enfants reconnus handicapés, selon le sexe et la nature du handicap, de 1980 à 2015

Sexe et année	Nature du handicap						Total
	Visuelle	Auditive	Motrice	Autres	Déficiences Sous-total	Troubles du développement	
Garçons							
1980	n. d.	n. d.	n. d.	s. o.	n. d.	n. d.	2 791
1985	354	740	1 899	2 926	5 919	2 194	8 113
1990	469	911	2 591	8 932	12 903	2 983	15 886
1991	484	930	2 578	11 108	15 100	3 120	18 220
1992	494	920	2 678	12 374	16 466	3 496	19 962
1993	487	904	2 637	12 030	16 058	3 553	19 611
1994	495	889	2 515	9 087	12 986	4 231	17 217
1995	474	861	2 362	6 963	10 660	4 629	15 289
1996	457	844	2 225	6 086	9 612	4 857	14 469
1997	438	811	2 170	5 529	8 948	5 276	14 224
1998	440	789	2 095	5 186	8 510	6 033	14 543
1999	440	771	2 027	5 016	8 254	6 949	15 203
2000	439	753	1 995	4 937	8 124	7 708	15 832
2001	436	732	1 920	4 843	7 931	8 413	16 344
2002	446	702	1 840	4 657	7 645	9 235	16 880
2003	464	699	1 801	4 689	7 653	10 252	17 905
2004	468	674	1 710	4 632	7 484	11 569	19 053
2005	446	659	1 634	4 647	7 386	12 920	20 306
2006	428	626	1 566	4 677	7 297	14 111	21 408
2007	417	562	1 488	4 704	7 171	14 929	22 100
2008	407	537	1 408	4 827	7 179	15 792	22 971
2009	401	515	1 351	4 936	7 203	16 505	23 708
2010	389	516	1 336	5 069	7 310	16 920	24 230
2011	386	494	1 294	5 316	7 490	17 637	25 127
2012	377	486	1 272	5 471	7 606	17 915	25 521
2013 ¹	374	496	1 229	5 608	7 707	18 234	25 941
2014 ¹	378	484	1 172	5 742	7 776	18 660	26 436
2015 ¹	372	490	1 190	6 009	8 061	19 033	27 094
Filles							
1980	n. d.	n. d.	n. d.	s. o.	n. d.	n. d.	2 175
1985	250	630	1 483	2 258	4 621	1 474	6 095
1990	314	853	2 020	6 190	9 377	1 794	11 171
1991	318	876	2 044	7 527	10 765	1 812	12 577
1992	304	858	2 200	8 283	11 645	1 882	13 527
1993	300	827	2 194	8 153	11 474	1 932	13 406
1994	299	836	2 153	6 339	9 627	2 150	11 777
1995	297	817	2 095	5 135	8 344	2 373	10 717
1996	309	785	2 009	4 564	7 667	2 433	10 100
1997	293	773	1 886	4 263	7 215	2 585	9 800
1998	295	762	1 817	4 114	6 988	2 876	9 864
1999	294	747	1 765	4 034	6 840	3 258	10 098
2000	295	743	1 698	4 026	6 762	3 504	10 266
2001	300	725	1 611	3 765	6 401	3 949	10 350
2002	301	702	1 518	3 830	6 351	4 105	10 456
2003	311	679	1 454	3 830	6 274	4 407	10 681
2004	307	648	1 399	3 830	6 184	4 737	10 921
2005	310	608	1 328	3 850	6 096	5 139	11 235
2006	309	584	1 270	3 902	6 065	5 410	11 475
2007	307	537	1 178	3 920	5 942	5 589	11 531
2008	305	508	1 108	4 019	5 940	5 791	11 731
2009	302	483	1 061	4 181	6 027	5 919	11 946
2010	306	482	1 028	4 275	6 091	5 975	12 066
2011	314	484	1 002	4 470	6 270	6 138	12 408
2012	319	482	967	4 600	6 368	6 147	12 515
2013 ¹	322	482	924	4 861	6 589	6 240	12 829
2014 ¹	321	461	875	4 958	6 615	6 349	12 964
2015 ¹	321	475	879	5 196	6 871	6 395	13 266

1. Données projetées

Tableau 20 (suite) Évolution du nombre d'enfants reconnus handicapés, selon le sexe et la nature du handicap, de 1980 à 2015

Sexe et année	Nature du handicap						Total
	Visuelle	Auditive	Motrice	Autres	Déficiences Sous-total	Troubles du développement	
Garçons et filles							
1980	n. d.	n. d.	n. d.	s. o.	n. d.	n. d.	4 966
1985	604	1 370	3 382	5 184	10 540	3 668	14 208
1990	783	1 764	4 611	15 122	22 280	4 777	27 057
1991	802	1 806	4 622	18 635	25 865	4 932	30 797
1992	798	1 778	4 878	20 657	28 111	5 378	33 489
1993	787	1 731	4 831	20 183	27 532	5 485	33 017
1994	794	1 725	4 668	15 426	22 613	6 381	28 994
1995	771	1 678	4 457	12 098	19 004	7 002	26 006
1996	766	1 629	4 234	10 650	17 279	7 290	24 569
1997	731	1 584	4 056	9 792	16 163	7 861	24 024
1998	735	1 551	3 912	9 300	15 498	8 909	24 407
1999	734	1 518	3 792	9 050	15 094	10 207	25 301
2000	734	1 496	3 693	8 963	14 886	11 212	26 098
2001	736	1 457	3 531	8 608	14 332	12 362	26 694
2002	747	1 404	3 358	8 487	13 996	13 340	27 336
2003	775	1 378	3 255	8 519	13 927	14 659	28 586
2004	775	1 322	3 109	8 462	13 668	16 306	29 974
2005	756	1 267	2 962	8 497	13 482	18 059	31 541
2006	737	1 210	2 836	8 579	13 362	19 521	32 883
2007	724	1 099	2 666	8 624	13 113	20 518	33 631
2008	712	1 045	2 516	8 846	13 119	21 583	34 702
2009	703	998	2 412	9 117	13 230	22 424	35 654
2010	695	998	2 364	9 344	13 401	22 895	36 296
2011	700	978	2 296	9 786	13 760	23 775	37 535
2012	696	968	2 239	10 071	13 974	24 062	38 036
2013 ¹	696	978	2 153	10 469	14 296	24 474	38 770
2014 ¹	699	945	2 047	10 700	14 391	25 009	39 400
2015 ¹	693	965	2 069	11 205	14 932	25 428	40 360

1. Données projetées.

La tendance à la hausse du nombre d'enfants reconnus handicapés se poursuit en 2015. L'augmentation s'observe principalement dans les cas de troubles du développement, qui sont en progression depuis le début du programme en 1980.

Tableau 21 Familles bénéficiaires du SEH, selon la situation familiale et le revenu, décembre 2015

Situation familiale	Revenu familial				Total
	Moins de 25 000 \$	25 000 \$ - 49 999 \$	50 000 \$ - 74 999 \$	75 000 \$ ou plus	
Familles biparentales					
1 enfant	634	1 127	1 290	2 706	5 757
2 enfants	1 040	1 781	2 216	5 596	10 633
3 enfants	772	1 107	1 123	2 196	5 198
4 enfants ou plus	581	661	477	719	2 438
Total	3 027	4 676	5 106	11 217	24 026
Familles monoparentales					
1 enfant	2 594	1 297	530	190	4 611
2 enfants	2 202	1 268	563	272	4 305
3 enfants	918	354	141	86	1 499
4 enfants ou plus	450	100	24	9	583
Total	6 164	3 019	1 258	557	10 998
Familles biparentales et monoparentales					
1 enfant	3 228	2 424	1 820	2 896	10 368
2 enfants	3 242	3 049	2 779	5 868	14 938
3 enfants	1 690	1 461	1 264	2 282	6 697
4 enfants ou plus	1 031	761	501	728	3 021
Total¹	9 191	7 695	6 364	11 774	35 024

1. Données réelles au 31 décembre 2015.

On compte 35 024 familles ayant au moins un enfant reconnu handicapé, soit 4 % des familles québécoises.

Près de 69 % des familles bénéficiaires du SEH sont biparentales et 48 % ont un revenu inférieur à 50 000 \$.

Tableau 22 Répartition des enfants reconnus handicapés, selon la nature du handicap et l'âge de l'enfant, décembre 2015

Nature du handicap	Âge de l'enfant			
	0-4 ans	5-11 ans	12-17 ans	Total
Déficiences				
Visuelle	103	283	252	638
Auditive	253	387	246	886
Motrice	434	695	687	1 816
Autres déficiences				
Fonction cardiovasculaire	171	71	46	288
Alimentation et digestion	220	624	548	1 392
Anomalies métaboliques ou héréditaires	364	1 201	1 590	3 155
Anomalies du système nerveux	77	192	189	458
Fonction respiratoire	48	43	40	131
Néoplasies	155	251	162	568
Anomalies du système immunitaire	272	666	348	1 285
Fonctions rénale et urinaire	20	65	79	164
Malformations congénitales et anomalies chromosomiques	504	622	473	1 599
Autres déficiences et déficiences multiples	1 052	291	144	1 487
Sous-total	2 882	4 024	3 618	10 524
Total - Déficiences	3 672	5 389	4 803	13 864
Troubles du développement				
Retard psychomoteur	330	1 222	265	1 817
Retard mental et déficiences cognitives	15	740	2 378	3 133
Troubles envahissants du développement	611	4 436	3 712	8 758
Troubles du langage	246	3 936	2 326	6 507
Troubles du comportement	6	610	1 152	1 768
Autres/psychoaffectif	4	87	271	362
Total - Troubles du développement	1 212	11 030	10 103	22 344
Grand total¹	4 884	16 418	14 905	36 207

Note : La somme des données individuelles ne correspond pas toujours au total en raison de l'arrondissement des nombres.

1. Données réelles au 31 décembre 2015.

On compte 36 207 enfants reconnus handicapés, soit 2 % des enfants québécois.

Les handicaps des enfants sont majoritairement (62 %) des troubles du développement.

Statistiques régionales

Tableau 23 Répartition régionale des bénéficiaires en décembre 2012 et des sommes totales versées en 2015

Région	Paiement de Soutien aux enfants			Supplément pour enfant handicapé			Total des sommes versées K\$
	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Sommes versées K\$	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Sommes versées K\$	
Bas-Saint-Laurent	18 656	32 272	46 939	704	727	1 744	48 683
Saguenay–Lac-Saint-Jean	27 585	47 280	65 795	1 077	1 096	2 652	68 448
Capitale-Nationale	72 006	118 082	154 589	2 487	2 488	6 074	160 663
Mauricie	24 593	41 060	63 999	952	976	2 365	66 364
Estrie	32 663	56 554	84 301	1 398	1 458	3 535	87 836
Montréal	194 212	330 288	528 812	7 812	8 314	20 496	549 308
Outaouais	42 178	70 502	99 973	1 531	1 543	3 786	103 759
Abitibi-Témiscamingue	15 770	27 708	37 754	539	541	1 352	39 106
Côte-Nord	10 467	17 657	25 177	381	387	950	26 127
Nord-du-Québec	6 310	13 051	21 229	186	187	457	21 686
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	8 332	13 182	21 319	322	332	793	22 112
Chaudière-Appalaches	44 749	78 218	105 249	1 635	1 668	4 059	109 308
Laval	48 106	82 931	115 570	1 951	2 033	4 927	120 498
Lanaudière	57 034	96 708	138 552	2 640	2 735	6 641	145 193
Laurentides	65 472	109 158	154 614	2 799	2 835	6 954	161 568
Montérégie	169 323	286 957	392 848	7 616	7 884	19 256	412 104
Centre-du-Québec	25 732	45 087	68 157	980	993	2 406	70 563
Hors du Québec	644	1 093	1 603	14	14	24	1 627
Total¹	863 832	1 467 784	2 126 481	35 024	36 207	88 473	2 214 953

Note : La somme des données individuelles ne correspond pas toujours au total en raison de l'arrondissement des nombres.

1. Données réelles au 31 décembre 2015.

Tableau 24 Répartition régionale des bénéficiaires du SAE, selon le nombre d'enfants dans la famille, décembre 2015

Région	Familles bénéficiaires du PSE				Familles bénéficiaires du SEH			
	1 enfant	2 enfants	3 enfants et plus	Total	1 enfant	2 enfants	3 enfants et plus	Total
Bas-Saint-Laurent	7 789	7 653	3 214	18 656	206	299	199	704
Saguenay–Lac-Saint-Jean	11 405	11 469	4 711	27 585	331	463	283	1 077
Capitale-Nationale	31 468	30 506	10 032	72 006	804	1 103	580	2 487
Mauricie	10 974	9 861	3 758	24 593	293	384	275	952
Estrie	13 299	13 222	6 142	32 663	395	554	449	1 398
Montréal	91 596	73 388	29 228	194 212	2 436	3 214	2 162	7 812
Outaouais	18 543	17 066	6 569	42 178	478	649	404	1 531
Abitibi-Témiscamingue	6 490	6 290	2 990	15 770	171	221	147	539
Côte-Nord	4 883	3 939	1 645	10 467	125	160	96	381
Nord-du-Québec	2 482	1 998	1 830	6 310	41	60	85	186
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	4 202	3 118	1 012	8 332	115	130	77	322
Chaudière-Appalaches	17 381	19 294	8 074	44 749	440	726	469	1 635
Laval	20 295	20 435	7 376	48 106	599	860	492	1 951
Lanaudière	24 582	23 412	9 040	57 034	749	1 090	801	2 640
Laurentides	28 401	27 428	9 643	65 472	772	1 269	758	2 799
Montérégie	71 550	71 050	26 723	169 323	2 144	3 349	2 123	7 616
Centre-du-Québec	10 238	10 644	4 850	25 732	264	399	317	980
Hors du Québec	315	230	99	644	5	8	1	14
Total¹	375 893	351 003	136 936	863 832	10 368	14 938	9 718	35 024

Note : La somme des données individuelles ne correspond pas toujours au total en raison de l'arrondissement des nombres.

1. Données réelles au 31 décembre 2015.

Tableau 25 Répartition régionale des bénéficiaires du PSE, selon l'âge des enfants, décembre 2015

Région	Familles avec enfants âgés de				Nombre total d'enfants âgés de			
	0 à 4 ans	5 à 11 ans	12 à 17 ans	Total ¹	0 à 4 ans	5 à 11 ans	12 à 17 ans	Total
Bas-Saint-Laurent	7 032	9 411	8 301	18 656	9 017	12 909	10 347	32 272
Saguenay–Lac-Saint-Jean	10 672	14 004	11 882	27 585	13 596	18 980	14 705	47 280
Capitale-Nationale	28 851	35 677	28 660	72 006	36 673	46 885	34 524	118 082
Mauricie	9 340	12 195	10 574	24 593	11 850	16 301	12 910	41 060
Estrie	12 472	16 661	14 450	32 663	16 049	22 577	17 928	56 554
Montréal	83 644	97 201	76 946	194 212	103 981	129 781	96 526	330 288
Outaouais	15 991	21 566	17 996	42 178	20 044	28 588	21 870	70 502
Abitibi-Témiscamingue	6 250	7 946	6 894	15 770	8 089	11 013	8 606	27 708
Côte-Nord	3 947	5 302	4 661	10 467	4 895	7 081	5 681	17 657
Nord-du-Québec	2 910	3 653	2 933	6 310	3 663	5 360	4 028	13 051
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	2 900	4 111	3 771	8 332	3 552	5 213	4 418	13 182
Chaudière-Appalaches	17 329	22 803	18 976	44 749	22 842	31 644	23 732	78 218
Laval	17 658	25 104	21 700	48 106	21 943	34 030	26 959	82 931
Lanaudière	21 679	29 100	24 552	57 034	27 382	39 162	30 165	96 708
Laurentides	23 741	32 522	28 959	65 472	30 153	43 568	35 438	109 158
Montérégie	63 909	86 013	72 846	169 323	81 336	115 851	89 770	286 957
Centre-du-Québec	9 899	13 005	11 307	25 732	12 868	17 955	14 264	45 087
Hors du Québec	396	305	139	644	491	431	171	1 093
Total²	338 620	436 579	365 547	863 832	428 423	587 325	452 039	1 467 784

Note : La somme des données individuelles ne correspond pas toujours au total en raison de l'arrondissement des nombres.

1. La somme des données individuelles ne correspond pas au total puisqu'une famille ayant plusieurs enfants d'âge différent n'est comptée qu'une fois dans le total.

2. Données réelles au 31 décembre 2015.

Tableau 26 Répartition régionale des enfants reconnus handicapés, selon la nature du handicap, décembre 2015

Région	Nature du handicap						Total
	Déficiences				Sous-total	Troubles du développement	
	Visuelle	Auditive	Motrice	Autres			
Bas-Saint-Laurent	4	21	47	238	310	417	727
Saguenay–Lac-Saint-Jean	19	36	80	389	524	572	1 096
Capitale-Nationale	37	77	151	921	1 186	1 302	2 488
Mauricie	23	31	61	283	398	578	976
Estrie	28	18	69	403	518	940	1 458
Montréal	140	222	371	2 302	3 035	5 281	8 314
Outaouais	36	27	67	461	591	952	1 543
Abitibi-Témiscamingue	18	14	29	203	264	277	541
Côte-Nord	6	7	34	130	177	211	387
Nord-du-Québec	5	4	13	63	85	102	187
Gaspésie–Îles-de-la-Madeleine	5	12	14	100	131	201	332
Chaudière-Appalaches	31	38	98	550	717	951	1 668
Laval	48	54	106	554	762	1 272	2 033
Lanaudière	38	50	127	676	891	1 845	2 735
Laurentides	40	80	129	815	1 064	1 772	2 835
Montérégie	139	169	353	2 105	2 766	5 119	7 884
Centre-du-Québec	23	26	66	329	444	549	993
Hors du Québec	0	0	2	5	7	7	14
Total¹	638	886	1 816	10 524	13 864	22 344	36 207

Note : La somme des données individuelles ne correspond pas toujours au total en raison de l'arrondissement des nombres.

1. Données réelles au 31 décembre 2015.

Tableau 27 Répartition des bénéficiaires par région administrative et MRC en décembre 2015 et des sommes totales versées en 2015

Région	Paiement de soutien aux enfants			Supplément pour enfant handicapé			Total des sommes versées M\$
	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Sommes versées M\$	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Sommes versées M\$	
Bas-Saint-Laurent							
La Matapédia (7)	1 668	2 959	4,5	73	74	0,2	4,7
Matane (8)	1 891	3 081	4,7	87	87	0,2	4,9
La Mitis (9)	1 783	3 218	5,0	87	90	0,2	5,3
Rimouski-Neigette (10)	5 462	9 024	12,3	178	180	0,4	12,7
Les Basques (11)	693	1 245	2,0	24	25	0,1	2,0
Rivière-du-Loup (12)	3 435	5 973	8,4	116	121	0,3	8,7
Témiscouata (13)	1 722	3 179	4,9	75	79	0,2	5,1
Kamouraska (14)	2 002	3 595	5,3	64	72	0,2	5,4
Total	18 656	32 272	46,9	704	727	1,7	48,7
Saguenay-Lac-Saint-Jean							
Le Domaine-Du-Roy (91)	3 110	5 559	8,1	115	114	0,3	8,4
Maria-Chapdelaine (92)	2 458	4 468	6,5	87	86	0,2	6,7
Lac-Saint-Jean-Est (93)	5 403	9 552	13,3	220	233	0,6	13,8
Saguenay (941)	14 300	23 543	32,1	582	587	1,4	33,5
Le Fjord-du-Saguenay (942)	2 314	4 159	5,9	73	77	0,2	6,0
Total	27 585	47 280	65,8	1 077	1 096	2,7	68,4
Capitale-Nationale							
Charlevoix-Est (15)	1 458	2 462	3,7	54	54	0,1	3,8
Charlevoix (16)	1 138	1 963	2,8	46	50	0,1	2,9
L'Île-d'Orléans (20)	609	1 053	1,3	23	21	0,1	1,3
La Côte-de-Beaupré (21)	3 076	5 238	6,3	92	95	0,2	6,6
La Jacques-Cartier (22)	6 030	10 473	11,6	199	193	0,5	12,0
Québec (23)	54 195	87 554	116,2	1 896	1 892	4,6	120,8
Portneuf (34)	5 500	9 340	12,8	177	183	0,5	13,2
Total	72 006	118 082	154,6	2 487	2 488	6,1	160,7
Mauricie							
Mékinac (35)	959	1 662	2,6	36	39	0,1	2,7
Shawinigan (36)	4 113	6 653	11,2	174	180	0,4	11,6
Maskinongé (51)	3 477	5 884	9,2	109	115	0,3	9,4
La Tuque (90)	1 611	3 033	5,2	42	42	0,1	5,3
Trois-Rivières (371)	12 596	20 577	30,9	522	532	1,2	32,2
Les Chenaux (372)	1 837	3 253	4,9	69	69	0,2	5,1
Total	24 593	41 060	64,0	952	976	2,4	66,4
Estrie							
Le Granit (30)	2 047	3 818	5,8	75	78	0,2	6,0
Les Sources (40)	1 371	2 557	4,2	52	58	0,2	4,4
Le Haut-Saint-Francois (41)	2 293	4 202	6,6	104	113	0,3	6,9
Le Val-Saint-Francois (42)	3 291	5 804	8,3	133	136	0,3	8,7
Sherbrooke (43)	16 967	28 490	41,4	754	778	1,9	43,3
Coaticook (44)	2 035	3 692	5,8	80	92	0,2	6,0
Memphrémagog (45)	4 659	7 993	12,1	200	204	0,5	12,6
Total	32 663	56 554	84,3	1 398	1 458	3,5	87,8
Montréal							
Montréal (66)	194 212	330 288	528,8	7 812	8 314	20,5	549,3

Note : La somme des données individuelles ne correspond pas toujours au total en raison de l'arrondissement des nombres.

Tableau 27 (suite) Répartition des bénéficiaires par région administrative et MRC en décembre 2015 et des sommes totales versées en 2015

Région	Paiement de soutien aux enfants			Supplément pour enfant handicapé			Total des sommes versées M\$
	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Sommes versées M\$	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Sommes versées M\$	
Outaouais							
Papineau (80)	2 039	3 457	5,8	81	85	0,2	6,0
Gatineau (81)	31 083	51 527	72,5	1 083	1 088	2,7	75,2
Les Collines-de-l'Outaouais (82)	5 690	9 774	11,6	201	204	0,5	12,1
La Vallée-de-la-Gatineau (83)	2 020	3 333	6,1	86	86	0,2	6,4
Pontiac (84)	1 346	2 412	4,0	80	81	0,2	4,2
Total	42 178	70 502	100,0	1 531	1 543	3,8	103,8
Abitibi-Témiscamingue							
Témiscamingue (85)	1 692	3 049	4,6	61	64	0,2	4,8
Rouyn-Noranda (86)	4 496	7 643	9,9	155	150	0,4	10,2
Abitibi-Ouest (87)	2 162	3 885	5,3	82	82	0,2	5,5
Abitibi (88)	2 693	4 855	6,6	78	79	0,2	6,8
La Vallée-de-l'Or (89)	4 727	8 276	11,4	163	167	0,4	11,8
Total	15 770	27 708	37,8	539	541	1,4	39,1
Côte-Nord							
La Haute-Côte-Nord (95)	999	1 674	2,6	41	43	0,1	2,7
Manicouagan (96)	3 351	5 408	7,8	153	153	0,4	8,2
Sept-Rivières (971)	4 173	7 141	9,6	138	141	0,4	10,0
Caniapiscou (972)	551	1 016	1,4	14	13	0,0	1,4
Minganie (981)	781	1 365	2,0	19	20	0,0	2,0
Golfe-du-Saint-Laurent (982)	612	1 054	1,9	16	17	0,0	1,9
Total	10 467	17 657	25,2	381	387	1,0	26,1
Nord-du-Québec							
Jamésie (991)	1 582	2 715	3,5	57	55	0,1	3,6
Kativik (992)	2 036	4 295	7,4	40	41	0,1	7,5
Eeyou Istchee (993)	2 692	6 042	10,3	89	91	0,2	10,6
Total	6 310	13 051	21,2	186	187	0,5	21,7
Gaspésie-Îles-de-la-Madeleine							
Les Îles-de-la-Madeleine (1)	1 099	1 611	2,4	43	42	0,1	2,5
Le Rocher-Percé (2)	1 512	2 273	4,1	58	60	0,1	4,3
La Côte-de-Gaspé (3)	1 636	2 579	3,7	65	66	0,2	3,8
La Haute-Gaspésie (4)	989	1 566	2,7	39	45	0,1	2,8
Bonaventure (5)	1 586	2 590	4,1	63	65	0,2	4,2
Avignon (6)	1 510	2 564	4,3	54	54	0,1	4,5
Total	8 332	13 182	21,3	322	332	0,8	22,1
Chaudière-Appalaches							
L'Islet (17)	1 574	2 840	4,2	60	61	0,2	4,4
Montmagny (18)	2 051	3 580	5,4	87	90	0,2	5,6
Bellechasse (19)	3 602	6 474	8,9	161	164	0,4	9,3
La Nouvelle-Beauce (26)	4 368	7 820	10,3	155	160	0,4	10,7
Robert-Cliche (27)	2 045	3 873	5,6	77	75	0,2	5,8
Les Etchemins (28)	1 488	2 731	4,1	57	62	0,2	4,2
Beauce-Sartigan (29)	6 328	11 156	15,4	241	251	0,6	16,0
Les Appalaches (31)	3 774	6 598	10,2	109	111	0,3	10,4
Lotbinière (33)	3 498	6 268	8,9	111	116	0,3	9,2
Lévis (251)	16 021	26 882	32,3	577	581	1,4	33,7
Total	44 749	78 218	105,2	1 635	1 668	4,1	109,3
Laval							
Laval (65)	48 106	82 931	115,6	1 951	2 033	4,9	120,5

Note : La somme des données individuelles ne correspond pas toujours au total en raison de l'arrondissement des nombres.

Tableau 27 (suite) Répartition des bénéficiaires par région administrative et MRC en décembre 2015 et des sommes totales versées en 2015

Région	Paiement de soutien aux enfants			Supplément pour enfant handicapé			Total des sommes versées M\$
	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Sommes versées M\$	Nombre de familles	Nombre d'enfants	Sommes versées M\$	
Lanaudière							
D'Autray (52)	4 367	7 413	11,8	202	215	0,6	12,4
L'Assomption (60)	14 553	24 354	32,8	674	700	1,6	34,5
Joliette (61)	6 321	10 495	16,4	279	286	0,7	17,1
Matawinie (62)	4 912	8 486	14,4	246	250	0,6	15,0
Montcalm (63)	6 243	10 721	17,2	296	311	0,8	17,9
Les Moulins (64)	20 638	35 240	45,9	943	974	2,4	48,3
Total	57 034	96 708	138,6	2 640	2 735	6,6	145,2
Laurentides							
Deux-Montagnes (72)	11 844	19 809	26,8	550	568	1,4	28,2
Thérèse-De Blainville (73)	18 689	31 999	41,4	822	829	2,0	43,4
Mirabel (74)	7 074	11 860	15,6	279	291	0,7	16,4
La Rivière-du-Nord (75)	14 198	23 452	34,2	600	600	1,5	35,7
Argenteuil (76)	3 094	5 076	8,6	142	145	0,4	9,0
Les Pays-d'en-Haut (77)	3 303	5 230	8,2	112	109	0,3	8,5
Les Laurentides (78)	4 171	6 697	11,2	162	160	0,4	11,6
Antoine-Labelle (79)	3 099	5 037	8,5	132	135	0,3	8,9
Total	65 472	109 158	154,6	2 799	2 835	7,0	161,6
Montérégie							
Brome-Missisquoi (46)	5 784	10 143	15,3	256	269	0,7	15,9
La Haute-Yamaska (47)	9 426	16 229	24,5	524	541	1,3	25,8
Acton (48)	1 681	3 023	4,9	92	99	0,2	5,1
Pierre-De Saurel (53)	4 348	7 186	10,6	249	255	0,6	11,3
Les Maskoutains (54)	9 332	16 275	24,1	494	516	1,3	25,4
Rouville (55)	4 290	7 307	10,3	169	180	0,4	10,7
Le Haut-Richelieu (56)	12 970	21 594	30,9	584	624	1,5	32,4
La Vallée-du-Richelieu (57)	15 540	26 333	30,4	635	629	1,6	31,9
Longueuil (58)	43 777	72 824	102,1	1 901	1 956	4,8	106,9
Lajemmerais (59)	9 879	16 593	19,6	405	404	1,0	20,6
Rousillon (67)	22 107	37 515	48,8	1 039	1 075	2,6	51,4
Les Jardins-de-Napierville (68)	3 124	5 565	8,0	154	161	0,4	8,4
Le Haut-Saint-Laurent (69)	2 412	4 316	7,7	122	139	0,3	8,0
Beauharnois-Salaberry (70)	6 304	10 371	16,1	315	332	0,8	16,9
Vaudreuil-Soulanges (71)	18 349	31 686	39,7	677	708	1,7	41,5
Total	169 323	286 957	392,8	7 616	7 884	19,3	412,1
Centre-du-Québec							
L'Érable (32)	2 382	4 344	6,7	102	105	0,2	7,0
Bécancour (38)	2 041	3 623	5,5	90	97	0,2	5,7
Arthabaska (39)	7 591	13 347	19,8	250	252	0,6	20,4
Drummond (49)	11 392	19 649	29,9	458	457	1,1	31,0
Nicolet-Yamaska (50)	2 326	4 124	6,3	80	83	0,2	6,5
Total	25 732	45 087	68,2	980	993	2,4	70,6
Total hors du Québec	644	1 093	1,6	14	14	0,0	1,6
Grand total	863 832	1 467 784	2 126,5	35 024	36 207	88,5	2 215,0

Note : La somme des données individuelles ne correspond pas toujours au total en raison de l'arrondissement des nombres.